

LE POINT D'EXPLOSION DE L'IDÉOLOGIE EN CHINE

La dissolution de l'association internationale des bureaucraties totalitaires est maintenant un fait accompli. Pour reprendre les termes de l'Adresse publiée par les situationnistes à Alger en juillet 1965, l'irréversible « écroulement en miettes de l'image révolutionnaire » que le « mensonge bureaucratique » opposait à l'ensemble de la société capitaliste, comme sa pseudo-négation et comme son soutien effectif, est devenu patent, et d'abord sur le terrain où le capitalisme officiel avait le plus grand intérêt à soutenir l'imposture de son adversaire : l'affrontement global de la bourgeoisie et du prétendu « camp socialiste ». En dépit de toutes sortes de tentatives de recollages, *ce qui, déjà, n'était pas socialiste a cessé d'être un camp*. L'effritement du monolithisme stalinien se manifeste dès maintenant dans la coexistence d'une vingtaine de « lignes » indépendantes, de la Roumanie à Cuba, de l'Italie au bloc des partis vietnamien-coréen-japonais. La Russie, devenue incapable même de réunir cette année une conférence commune de tous les partis *européens*, préfère oublier l'époque où Moscou régnait sur le Komintern. C'est ainsi que les *Izvestia*, en septembre 1966, pouvaient blâmer les dirigeants chinois de jeter un discrédit « sans précédent » sur les idées « marxistes-léninistes » ; et déploieraient vertueusement ce style de confrontation « où l'on substitue des injures à un échange d'opinions et d'expériences révolutionnaires. Ceux qui choisissent cette voie confèrent à leur propre expérience une valeur absolue et font preuve, dans l'interprétation de la théorie marxiste-léniniste, d'un esprit dogmatique et sectaire. Une telle attitude est liée nécessairement à l'immixtion dans les affaires intérieures des partis frères... » La polémique russo-chinoise, dans laquelle chaque puissance est

conduite à imputer à son adversaire tous les crimes anti-prolétariens, étant seulement obligée de ne pas faire mention du *défaut réel* qu'est le pouvoir de classe de la bureaucratie, doit donc se conclure d'un côté comme de l'autre par cette vision dégrisée que ce qui n'aura été qu'un inexplicable mirage révolutionnaire est retombé, faute d'autre réalité, à son vieux point de départ. La simplicité de ce retour aux sources s'est trouvée parfaitement exposée en février à New-Delhi, quand l'ambassade de Chine qualifiait Brejnev et Kossyguine de « nouveaux tsars du Kremlin » tandis que le gouvernement indien, allié anti-chinois de cette Moscovie, découvrait simultanément que « les maîtres actuels de la Chine ont endossé le manteau impérial des Mandchous ». Cet argument contre la nouvelle dynastie du Milieu a été encore raffiné le mois suivant à Moscou par Voznessenski, le poète moderniste d'Etat, qui « pressent Koutchoum » et ses hordes ; et qui ne compte que sur « la Russie éternelle » pour faire un rempart contre les Mongols qui menacent de bivouaquer parmi « les joyaux égyptiens du Louvre ». La décomposition accélérée de l'idéologie bureaucratique, aussi évidente dans les pays où le stalinisme a saisi le pouvoir que dans les autres — où il a perdu toute chance de le saisir — devait naturellement commencer sur le chapitre de l'internationalisme, mais ceci n'est que le *commencement* d'une dissolution générale sans retour. L'internationalisme ne pouvait appartenir à la bureaucratie qu'en tant que proclamation illusoire au service de ses intérêts réels, comme une justification *idéologique* parmi d'autres, puisque la société bureaucratique est justement le *monde renversé* de la communauté prolétarienne. La bureaucratie est essentiellement un pouvoir établi

sur la possession étatique nationale, et c'est à la logique de sa réalité qu'elle doit finalement obéir, selon les intérêts particuliers qu'impose le niveau de développement du pays qu'elle possède. Son âge héroïque est passé avec l'heureux temps idéologique du « socialisme dans un seul pays », que Staline avait été fort avisé de maintenir en détruisant les révolutions en Chine ou en Espagne, de 1927 à 1937. La révolution bureaucratique autonome en Chine — comme déjà peu avant en Yougoslavie — introduisait dans l'unité du monde bureaucratique un germe de dissolution qui l'a disloqué en moins de vingt ans. Le processus général de décomposition de l'idéologie bureaucratique atteint en ce moment son stade suprême dans le pays même où, du fait de l'arriération générale de l'économie, la prétention idéologique révolutionnaire subsistante devait aussi être poussée à son sommet, là où cette idéologie était le plus nécessaire : en Chine.

La crise qui s'est développée toujours plus largement en Chine, depuis le printemps de 1966, constitue un phénomène sans précédent dans la société bureaucratique. Sans doute, la classe dominante du capitalisme bureaucratique d'Etat, exerçant normalement la terreur sur la majorité exploitée, s'est trouvée fréquemment déchirée elle-même, en Russie ou en Europe de l'Est, par des affrontements et des règlements de comptes qui découlent des difficultés objectives qu'elle rencontre ; aussi bien que du style subjectivement délirant qu'est porté à revêtir le pouvoir totalement mensonger. Mais toujours la bureaucratie, que son mode d'appropriation de l'économie oblige à être centralisée, car il lui faut tirer d'elle-même la garantie hiérarchique de toute participation à son appropriation collective du surproduit social, s'est épurée *à partir du sommet*. Il faut que le sommet de la bureaucratie reste fixe, car en lui repose toute la légitimité du système. Il doit garder pour lui ses dissensions (ce qui fut sa pratique constante dès le temps de Lénine et Trotsky) ; et si les hommes peuvent y être abattus ou changés, la fonction doit demeurer

toujours dans la même majesté indiscutable. La répression sans explication et sans réplique peut ensuite descendre normalement à chaque étage de l'appareil, comme simple complément de ce qui a été *instantanément* tranché au sommet. Béria doit être d'abord tué ; puis jugé ; alors on peut pourchasser sa faction ; ou n'importe qui, car le pouvoir qui abat, en abattant définit à son gré la faction, et par le même geste se redéfinit lui-même comme le pouvoir. Voilà tout ce qui a manqué en Chine, où la permanence des adversaires proclamés, en dépit de la fantastique montée des surenchères dans la lutte pour la totalité du pouvoir, montre à l'évidence que *la classe dominante s'est cassée en deux*.

Un accident social d'une telle ampleur ne peut évidemment pas être expliqué, dans le goût anecdotique des observateurs bourgeois, par des dissensions portant sur une stratégie extérieure : il est d'ailleurs notoire que la bureaucratie chinoise supporte paisiblement l'affront que constitue, à sa porte, l'écrasement du Vietnam. Pas davantage, des querelles personnelles de succession n'auraient engagé de tels enjeux. Quand certains dirigeants se voient reprocher d'avoir « écarté Mao Tse-toung du pouvoir » depuis la fin des années 50, tout porte à croire qu'il s'agit là d'un de ces crimes rétrospectifs couramment fabriqués par les épurations bureaucratiques — Trotsky menant la guerre civile sur ordre du Mikado, Zinoviev secondant Lénine pour complaire à l'Empire britannique, etc. Celui qui aurait écarté du pouvoir un personnage aussi puissant que Mao n'aurait jamais dormi tant que Mao pouvait revenir. Mao serait donc mort ce jour-là, et rien n'eût empêché ses fidèles successeurs d'attribuer cette mort, par exemple, à Khrouchtchev. Si les gouvernants et polémistes des États bureaucratiques comprennent certainement beaucoup mieux la crise chinoise, leurs déclarations n'en peuvent être pour autant plus sérieuses, car ils doivent redouter, en parlant de la Chine, de trop révéler sur eux-mêmes. Ce sont finalement les débris gauchistes des pays occi-

dentaux, toujours volontaires pour être dupes de toutes les propagandes à relents sous-léninistes, qui sont capables de se tromper plus lourdement que tout le monde, en évaluant gravement le rôle dans la société chinoise des traces de la rente conservée aux capitalistes ralliés, ou bien en cherchant dans cette mêlée quel leader représenterait le gauchisme ou l'autonomie ouvrière. Les plus stupides ont cru qu'il y avait quelque chose de « culturel » dans cette affaire, jusqu'en janvier où la presse maoïste leur a joué le mauvais tour d'avouer que c'était « depuis le début une lutte pour le pouvoir ». Le seul débat sérieux consiste à examiner pourquoi et comment la classe dominante a pu se briser en deux camps hostiles ; et

toute recherche à ce propos se trouve bien entendu interdite à ceux qui n'admettent pas que la bureaucratie est une classe dominante, ou bien qui ignorent la spécificité de cette classe et la ramènent aux conditions classiques du pouvoir bourgeois.

Sur le *pourquoi* de la rupture à l'intérieur de la bureaucratie, on peut seulement dire avec certitude que c'est une question telle qu'elle mettait en jeu la domination même de la classe régnante *puisque, pour la trancher, les deux côtés, inébranlablement opiniâtres, n'ont pas craint de risquer tout de suite ce qui est le pouvoir commun de leur classe, en mettant en péril toutes*



PORTRAIT DE L'ALIÉNATION

Cette foule chinoise, disposée de telle sorte qu'elle compose en elle-même un portrait tramé de Mao, peut être considérée comme un cas-limite de **spectaculaire concentré** du pouvoir étatique (cf. **I.S.10**, pages 44 et 45), celui qui « dans la zone sous-développée... rassemble dans l'idéologie et, à l'extrême, sur un seul homme, tout l'admirable... qu'il s'agit d'applaudir et de consommer passivement ». Ici la fusion du spectateur et de l'image à contempler semble avoir atteint sa perfection policière. C'est en croyant utile, quelque temps après, d'aller encore au-delà de ce degré de concentration, que la bureaucratie chinoise a fait sauter la machine.

les conditions existantes de leur administration de la société. La classe dominante devait donc savoir qu'elle ne pouvait plus gouverner comme avant. Il est sûr que ce conflit porte sur la gestion de l'économie. Il est sûr que l'effondrement des politiques économiques successives de la bureaucratie est la cause de l'acuité extrême du conflit. L'échec de la politique dite du « Grand bond en avant » — principalement du fait de la résistance de la paysannerie — non seulement a fermé la perspective d'un décollage ultra-volontariste de la production industrielle, mais encore a forcément entraîné une désorganisation désastreuse, sensible sur plusieurs années. L'augmentation même de la production agricole depuis 1958 paraît très faible, et le taux de croissance de la population reste supérieur à celui des subsistances. Il est moins facile de dire sur quelles options économiques précises la classe dirigeante s'est scindée. Probablement un côté (comprenant la majorité de l'appareil du parti, des responsables des syndicats, des économistes) voulait poursuivre ou accroître plus ou moins considérablement la production des biens de consommation, soutenir par des stimulants économiques l'effort des travailleurs, et cette politique impliquait, en même temps que certaines concessions aux paysans et surtout aux ouvriers, l'augmentation d'une consommation hiérarchiquement différenciée dans une large base de la bureaucratie. L'autre côté (comprenant Mao, une grande partie des cadres supérieurs de l'armée) voulait sans doute une reprise à n'importe quel prix de l'effort pour industrialiser le pays, un recours encore plus extrême à l'énergie idéologique et à la terreur, la surexploitation sans limite des travailleurs, et peut-être le sacrifice « égalitaire », dans la consommation, d'une couche notable de la bureaucratie inférieure. Les deux positions sont également orientées vers le maintien de la domination absolue de la bureaucratie, et calculées en fonction de la nécessité de faire barrage aux luttes de classes qui menacent cette domination. En tout cas, l'urgence et le caractère vital de ce choix étaient pour tous si évidents que les deux camps ont cru devoir cou-

rir le risque d'aggraver immédiatement l'ensemble des conditions dans lesquelles ils se trouvaient placés, par le désordre de leur scission même. Il est très possible que l'acharnement, d'un côté comme de l'autre, se trouve justifié par le fait qu'il n'y a pas de solution correcte aux insurmontables problèmes de la bureaucratie chinoise ; que donc les deux options qui s'affrontent étaient également inapplicables ; et qu'il fallait pourtant choisir.

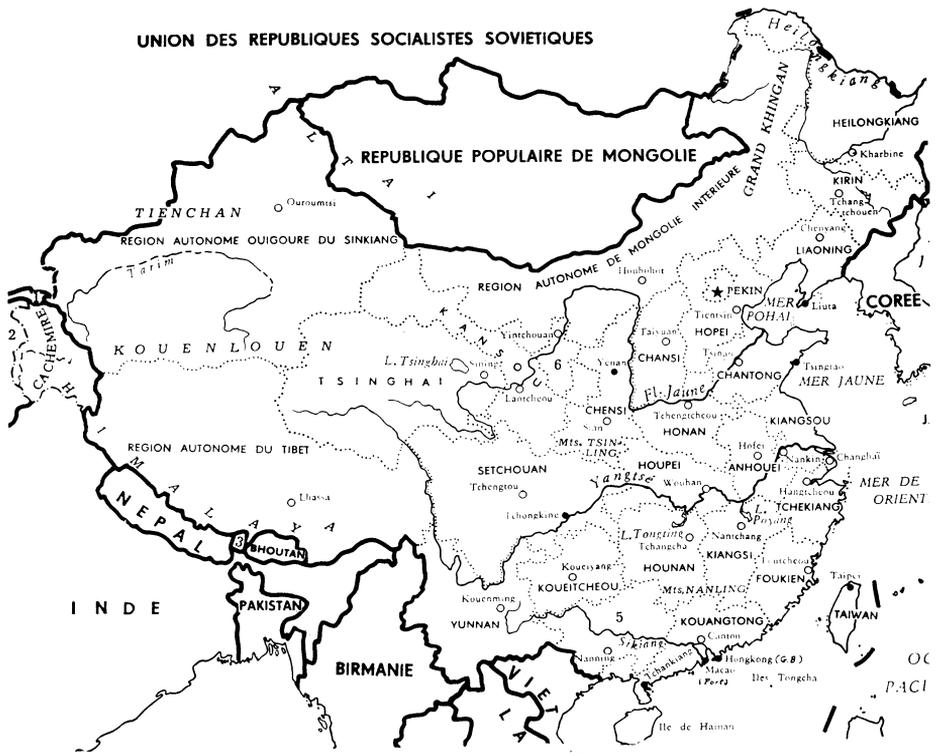
Quant à savoir *comment* une division au sommet de la bureaucratie a pu descendre, d'appel en appel, vers les niveaux inférieurs, en recréant à tous les étages des affrontements téléguidés en sens inverse dans tout l'appareil du parti et de l'Etat, et finalement dans les masses, il faudrait sans doute tenir compte des survivances du vieux modèle d'administration de la Chine par provinces tendant à une semi-autonomie. La dénonciation des « royaumes indépendants », lancée en janvier par les maoïstes de Pékin, évoque nettement ce fait, et le développement des troubles dans les derniers mois le confirme. Il est bien possible que le phénomène de l'autonomie régionale du pouvoir bureaucratique qui, lors de la contre-révolution russe, ne s'est manifesté que faiblement et épisodiquement autour de l'organisation de Léninegrad, ait trouvé en Chine bureaucratique des bases multiples et solides, se traduisant par la possibilité d'une coexistence, au gouvernement central, de clans et de clientèles détenant en propriété directe des régions entières du pouvoir bureaucratique, et passant entre eux des compromis sur cette base. Le pouvoir bureaucratique en Chine n'est pas né d'un mouvement ouvrier, mais de l'encadrement militaire des paysans, au long d'une guerre de vingt-deux ans. L'armée est demeurée imbriquée dans le parti, dont tous les dirigeants ont été aussi bien des chefs militaires, et elle est restée la principale école de sélection, pour le parti, des masses paysannes qu'elle éduque. Il semble, en outre, que l'administration locale mise en place en 1949 ait été fortement tributaire des zones de passage des

différents corps d'armée descendant du nord au sud, et laissant chaque fois dans leur sillage des hommes qui leur étaient liés par l'origine régionale (ou familiale ; facteur de consolidation des cliques bureaucratiques que la propagande contre Liu Shao-chi et autres a mis pleinement en lumière). De telles bases locales d'un pouvoir semi-autonome dans l'administration bureaucratique auraient donc pu se former en Chine par la combinaison des structures organisationnelles de l'armée conquérante et des forces productives qu'elle trouvait à contrôler dans le pays conquis.

Quand la tendance de Mao a commencé son offensive publique contre les positions solides de ses adversaires, en faisant marcher les étudiants et les enfants des écoles embrigadés, elle ne visait dans l'immédiat aucune sorte de refonte « culturelle » ou « civilisatrice » des masses de travailleurs, déjà serrées au plus fort degré dans le carcan idéologique du régime. Les sottises contre Beethoven ou l'art Ming, au même titre que les invectives contre les positions encore occupées ou déjà reconquises par une bourgeoisie chinoise manifestement anéantie en tant que telle, n'étaient présentées que pour amuser le tapis — non sans calculer que ce gauchisme sommaire pourrait trouver un certain écho parmi les opprimés, qui ont quelque raison de penser qu'il existe encore chez eux plusieurs obstacles à l'avènement d'une société sans classes. Le but principal de l'opération était de faire paraître dans la rue, au service de cette tendance, *l'idéologie du régime*, qui est, par définition, maoïste. Les adversaires ne pouvant être eux-mêmes autre chose que maoïste, ils se trouvaient mis d'emblée en fâcheuse posture par le déclenchement de cette mauvaise querelle. C'est pourquoi leurs « autocritiques » insuffisantes peuvent exprimer en fait leur résolution de garder les postes qu'ils contrôlent. On peut donc qualifier la première phase de la lutte comme un affrontement des *propriétaires officiels de l'idéologie* contre la majorité des *propriétaires de l'appareil*

de l'économie et de l'Etat. Cependant, la bureaucratie, pour maintenir son appropriation collective de la société, a besoin aussi bien de l'idéologie que de l'appareil administratif et répressif ; de sorte que l'aventure d'une telle séparation était extrêmement périlleuse si elle ne devait pas aboutir dans de courts délais. On sait que la majorité de l'appareil, et Liu Shao-chi en personne, malgré sa position critique à Pékin, ont résisté obstinément. Après leur première tentative de bloquer l'agitation maoïste au stade des Universités, où les « groupes de travail » en avaient pris le contrepied, cette agitation s'étendit à la rue dans toutes les grandes villes, et partout commença à attaquer, par les journaux muraux et l'action directe, les responsables qui lui étaient désignés — ceci n'excluant pas les erreurs et les excès de zèle. Ces responsables organisèrent la résistance partout où ils le pouvaient. Les premiers heurts entre ouvriers et « gardes rouges » ont dû être plutôt menés par les *activistes* du parti dans les usines, à la disposition des notables locaux de l'appareil. Bientôt, les ouvriers exaspérés par les excès des gardes rouges, ont commencé à intervenir par eux-mêmes. Dans tous les cas où les maoïstes ont parlé d'« étendre la révolution culturelle » aux usines, puis aux campagnes, ils se sont donné l'allure de *décider un glissement* qui, pendant tout l'automne de 1966, leur avait échappé, et s'était déjà, en fait, opéré en dépit de leurs plans. La chute de la production industrielle ; la désorganisation des transports, de l'irrigation, de l'administration étatique jusqu'au niveau des ministères (malgré les efforts de Chou En-lai) ; les menaces qui ont pesé sur les récoltes de l'automne et du printemps ; l'interruption complète de l'enseignement — particulièrement grave dans un pays sous-développé — pendant plus d'une année, tout cela n'a été que l'inévitable résultat d'une lutte dont l'extension est uniquement due à la résistance de cette part de la bureaucratie au pouvoir qu'il s'agissait, pour les maoïstes, de faire céder.

Les maoïstes, dont l'expérience politique n'est guère liée aux luttes en



milieu urbain, auront eu l'occasion de vérifier le précepte de Machiavel : « Qu'on se garde d'exciter une sédition dans une ville en se flattant de pouvoir l'arrêter ou la diriger à sa volonté » (*Histoires florentines*). Après quelques mois de pseudo-révolution pseudo-culturelle, c'est la lutte de classes réelle qui est apparue en Chine, les ouvriers et les paysans commençant à agir pour eux-mêmes. Les ouvriers ne peuvent ignorer ce que signifie pour eux la perspective maoïste ; les paysans, qui voient menacé leur lopin individuel, ont commencé en plusieurs provinces à se répartir les terres et le matériel des « communes populaires » (celles-ci n'étant que le nouvel habillage idéologique des unités administratives préexistantes, et recoupant généralement les anciens cantons). Les grèves des chemins de fer, la grève générale de Shanghai — qualifiée, comme à Budapest, d'arme privilégiée des capitalistes —, les grèves de la

grande agglomération industrielle de Wuhan, de Canton, du Hupeh, des métallurgistes et des ouvriers du textile à Chungking, les attaques des paysans du Szechwan et du Fukien, ont culminé au mois de janvier, mettant la Chine au bord du chaos. En même temps, sur les traces des ouvriers organisés en « gardes pourpres » au Kwangsi dès septembre 1966 pour combattre les gardes rouges, et après les émeutes anti-maoïstes de Nankin, des « armées » se constituaient dans différentes provinces, comme « l'Armée du 1^{er} août » au Kwangtung. L'armée nationale devait intervenir partout, en février-mars, pour mater les travailleurs, diriger la production par le « contrôle militaire » des usines, et même, appuyée alors par la milice, contrôler les travaux dans les campagnes. La lutte des ouvriers pour maintenir ou accroître leur salaire, la fameuse tendance à l'« économicisme » maudite par les maîtres de Pékin, a pu être acceptée, voire en-

couragée, par certains des cadres locaux de l'appareil, dans leur résistance aux bureaucrates maoïstes rivaux. Mais il est certain que la lutte était menée par un courant irrésistible de la base ouvrière : la dissolution autoritaire en mars des « associations professionnelles », qui s'étaient formées après la première dissolution des syndicats du régime, dont la bureaucratie échappait à la ligne maoïste, le montre fort bien ; c'est ainsi que le *Jiefang Ribao* condamnait, à Shanghai, en mars, « la tendance féodale de ces associations formées non sur la base de classe (*lire : la qualité qui définit cette base de classe est le pur monopole du pouvoir maoïste*) mais par métiers, et qui ont comme objectifs de lutte les intérêts partiels et immédiats des ouvriers exerçant ces métiers ». Cette défense des vrais possesseurs des intérêts généraux et permanents de la collectivité avait été aussi nettement exprimée, le 11 février, par une directive du Conseil de l'Etat et de la Commission militaire du Comité Central : « Tous les éléments qui ont saisi ou volé des armes doivent être arrêtés. »

Au moment où le règlement de ce conflit, qui a évidemment entraîné des morts par dizaines de milliers, opposant entre elles des grandes unités militaires avec tout leur équipement, et jusqu'à des navires de guerre, est confié à l'armée chinoise, cette armée est elle-même divisée. Elle doit assurer la poursuite et l'intensification de la production alors qu'elle n'est plus en état d'assurer l'unité du pouvoir en Chine — en outre, son intervention directe contre la paysannerie présenterait, étant donné son recrutement essentiellement paysan, les plus grands risques. La trêve recherchée en mars-avril par les maoïstes, déclarant que tout le personnel du parti est récupérable à l'exception d'une « poignée » de traîtres, et que la principale menace est désormais « l'anarchisme », signifie, plus que l'inquiétude devant la difficulté de mettre un frein au dévouement survenu dans la jeunesse à la suite de l'expérience des gardes rouges, l'inquiétude essentielle d'être arrivé au

bord de la dissolution de la classe dirigeante elle-même. Le parti, l'administration centrale et provinciale se trouvent à ce moment en décomposition. Il s'agit de « rétablir la discipline dans le travail ». « Le principe de l'exclusion et du renversement de tous les cadres doit être condamné sans réserve », déclare le *Drapeau Rouge* en mars. Et déjà en février *Chine Nouvelle* : « Vous écrasez tous les responsables... mais lorsque vous prenez le contrôle d'un organisme, qu'avez-vous entre les mains d'autre qu'une salle vide et des tampons ? » Les réhabilitations et les nouveaux compromis se succèdent au petit bonheur. La survie même de la bureaucratie est la cause suprême qui doit faire passer au second plan ses diverses options politiques comme simples moyens.

A partir du printemps de 1967, on peut dire que le mouvement de la « révolution culturelle » est parvenu à un échec désastreux, et que cet échec est certainement le plus immense dans la longue série des échecs du pouvoir bureaucratique en Chine. En face du coût extraordinaire de l'opération, aucun de ses buts n'a été atteint. La bureaucratie est plus divisée que jamais. Tout nouveau pouvoir mis en place dans les régions tenues par les maoïstes se divise à son tour : « la triple alliance révolutionnaire » armée - garde rouge - parti ne cesse de se décomposer, et du fait des antagonismes entre ces trois forces (le parti, surtout, se tenant à l'écart ou n'y entrant que pour la saboter), et du fait des antagonismes toujours plus poussés à l'intérieur de chacune de ces trois forces. Il paraît aussi difficile de recoller l'appareil que d'en édifier un autre. Surtout, *les deux tiers au moins de la Chine ne sont à aucun degré contrôlés par le pouvoir de Pékin.*

A côté des comités gouvernementaux des partisans de Liu Shao-chi, et des mouvements de lutte ouvrière qui continuent à s'affirmer, ce sont déjà les *Seigneurs de la Guerre* qui reparaissent sous l'uniforme de généraux « communistes » indépendants, traitant directement avec le pouvoir central, et menant

leur propre politique, particulièrement dans les régions périphériques. Le général Chang Kuo-hua, maître du Tibet en février, après des combats de rues à Lhassa employa les blindés contre les maoïstes. Trois divisions maoïste sont envoyées pour « écraser les révisionnistes ». Elles semblent n'y réussir que modérément car Chang Kuo-hua contrôle toujours la région en avril. Le 1^{er} mai, il est reçu à Pékin, et les tractations aboutissent à un compromis puisqu'il est chargé de constituer un comité révolutionnaire pour gouverner le Szechwan, où dès avril une « alliance révolutionnaire », influencée par un général Hung, avait pris le pouvoir et emprisonné les maoïstes ; depuis, en juin, les membres d'une commune populaire s'étaient emparés d'armes et avaient attaqué les militaires. En Mongolie-Intérieure, l'armée s'est prononcée contre Mao dès février, sous la direction de Liu Chiang, commissaire politique adjoint. La même chose est advenue dans le Hopeh, le Honan, la Mandchourie. Dans le Kansu, en mai, le général Chao Yung-shih a réussi un putsch antimaoïste. Le Sinkiang, où sont les installations atomiques, a été neutralisé d'un commun accord dès mars, sous l'autorité du général Wang En-mao ; le même est cependant réputé y avoir attaqué les « révolutionnaires maoïstes » en juin. Le Hupeh se trouve, en juillet, aux mains du général Chen Tsaitao, commandant du district de Wuhan — un des plus anciens centres industriels de Chine. Dans le vieux style de l'« incident de Sian » il y fait arrêter deux des principaux dirigeants de Pékin venus négocier avec lui ; le Premier ministre doit faire le voyage, et on annonce comme une « victoire » qu'il a obtenu la restitution de ses émissaires. En même temps, 2.400 usines et mines se trouveraient paralysées dans cette province consécutivement au soulèvement armé de 50.000 ouvriers et paysans. D'ailleurs il s'avère au début de l'été que le conflit continue partout : en juin des « ouvriers conservateurs » du Honan ont attaqué une filature à coups de bombes incendiaires, en juillet, le bassin houillier de Fushun et les travailleurs du pétrole à Tahsing sont en grève, les mineurs du

Kiangsi font la chasse aux maoïstes, on appelle à la lutte contre « l'armée industrielle du Chekiang » décrite comme une « organisation terroriste antimarxiste », les paysans menacent de marcher sur Nankin et Shanghai, on se bat dans les rues de Canton et de Chungking, les étudiants de Kweiyang attaquent l'armée et se saisissent de dirigeants maoïstes. Et le gouvernement qui s'est décidé à interdire les violences « dans les régions contrôlées par les autorités centrales », même là semble avoir fort à faire. Faute d'arrêter les troubles, on arrête les informations en expulsant la plupart des rares résidents étrangers.

Mais, au début d'août, la cassure dans l'armée est devenue si dangereuse que ce sont les publications officielles de Pékin qui révèlent elles-mêmes que les partisans de Liu veulent « mettre sur pied un royaume indépendant réactionnaire bourgeois au sein de l'armée », et (*Quotidien du peuple* du 5 août) que « les attaques contre la dictature du prolétariat en Chine sont venues non seulement des échelons supérieurs mais aussi des échelons inférieurs ». Pékin en vient à avouer clairement qu'un tiers au moins de l'armée s'est prononcé contre le gouvernement central, et qu'une grande partie même de la vieille Chine des dix-huit provinces lui



a échappé. Les suites immédiates de l'incident de Wuhan semblent avoir été très graves, une intervention des parachutistes de Pékin, appuyée par six canonnières remontant le Yangtze depuis Shanghai se trouvant repoussée après une bataille rangée ; et, d'autre part, des armes des arsenaux de Wuhan auraient été envoyées aux anti-maoïstes de Chungking. En outre, il convient de noter que les troupes de Wuhan appartenaient au groupe d'armées placé sous l'autorité directe de Lin Piao, le seul qui était considéré comme sûr. Vers le milieu du mois d'août, les luttes armées se généralisent à un tel point que le gouvernement maoïste en vient à réprouver officiellement cette sorte de continuation de la politique par des moyens qui se retournent contre lui ; et assure préférer la conviction, qu'il remporterait en s'en tenant à une « lutte par la plume ». Simultanément, il annonce la distribution d'armes aux masses dans « les zones sûres ». Mais où sont de telles zones ? On se bat de nouveau à Shanghai, présenté depuis des mois comme une des rares citadelles du maoïsme. Des militaires du Shantung incitent les paysans à la révolte. La direction de l'armée de l'air est dénoncée comme ennemie du régime. Et comme au temps de Sun Yat-sen, Canton, tandis que la 47^e Armée fait mouvement pour y rétablir l'ordre, se détache en pôle de la révolte, les ouvriers des chemins de fer et des transports urbains en étant le fer de lance : les prisonniers politiques ont été délivrés, des armes destinées au Vietnam ont été saisies sur des cargos dans le port, un nombre indéterminé d'individus a été pendu dans les rues. Ainsi, la Chine s'enfonce lentement dans une guerre civile confuse, qui est à la fois l'affrontement entre diverses régions du pouvoir bureaucratique-étatique émietté, et l'affrontement des revendications ouvrières et paysannes avec les conditions d'exploitation que doivent maintenir partout les directions bureaucratiques déchirées.

Du fait que les maoïstes se sont montrés, avec le succès que l'on peut

voir, les champions de l'idéologie absolue, ils ont rencontré jusqu'ici l'estime et l'approbation au degré le plus fantastique parmi les intellectuels occidentaux qui ne manquent jamais de saliver à de tels stimuli. K.S. Karol, dans le *Nouvel Observateur* du 15 février, rappelait doctement aux maoïstes leur oubli de ce fait « que les vrais staliniens ne sont pas des alliés potentiels de la Chine mais ses ennemis les plus irréductibles : pour eux, la révolution culturelle avec ses tendances anti-bureaucratiques, évoque le trotskisme... » Il y a eu d'ailleurs beaucoup de trotskistes pour s'y reconnaître, par là se rendant justice ! *Le Monde*, le journal le plus franchement maoïste paraissant hors de Chine, a annoncé jour après jour le succès imminent de M. Mao Tse-toung prenant enfin ce pouvoir qu'on lui croyait acquis depuis dix-huit ans. Les sinologues, quasiment tous stalino-chrétiens — le mélange est répandu partout mais là principalement —, ont ressorti l'âme chinoise pour témoigner de la légitimité du nouveau Confucius. Ce qu'il y a toujours eu de burlesque dans l'attitude des intellectuels bourgeois de la gauche modérément stalinophile a trouvé la plus belle occasion de s'épanouir devant les records chinois du genre : cette révolution « culturelle » devra peut-être durer 1.000 ou 10.000 ans. *Le Petit Livre Rouge* a enfin réussi à « siniser le marxisme ». « Le bruit des hommes en train de réciter les citations d'une voix forte et claire s'entend dans toutes les unités de l'armée ». « La sécheresse n'a rien d'effrayant, la pensée de Mao Tse-toung est notre pluie fécondante ». « Le chef de l'Etat a été jugé responsable... pour n'avoir pas prévu la volte-face du maréchal Chiang Kai-shek lorsque celui-ci dirigea son armée contre les troupes communistes » (*Le Monde* du 4-4-67 ; il s'agit du coup de 1927, que chacun avait bien prévu en Chine, mais qu'il fallut attendre passivement pour obéir aux ordres de Staline). Une chorale vient chanter l'hymne intitulé : *Cent millions de personnes prennent les armes pour critiquer le sinistre livre du Perfectionnement de soi-même* (œuvrette naguère of-

ficielle de Liu Shao-chi). La liste est sans fin, on peut l'interrompre sur ce bon mot du *Quotidien du peuple*, le 31 juillet : « La situation de la révolution culturelle prolétarienne en Chine est excellente, mais la lutte des classes devient plus difficile ».

Après tant de bruit, les conclusions historiques à tirer de cette période sont simples. Où que puisse aller maintenant la Chine, l'image du dernier pouvoir bureaucratique-révolutionnaire a volé en éclats. L'effondrement interne s'ajoute aux incessants écroulements de sa politique extérieure : anéantissement du stalinisme indonésien, rupture avec le stalinisme japonais, destruction du Vietnam par les Etats-Unis et, pour finir, proclamation par Pékin, en juillet, que « l'insurrection » de Naxalbari, quelques jours avant sa dispersion par la première opération de police, était le début de la révolution paysanne-maoïste dans toute l'Inde : en soutenant cette extravagance, Pékin a rompu avec la majorité de ses propres partisans indiens, c'est-à-dire avec le dernier grand parti bureaucratique qui lui restait acquis. Ce qui est inscrit maintenant dans la crise interne de la Chine, c'est son échec à industrialiser le pays, et à se donner en modèle aux pays sous-développés. L'idéologie portée à son degré absolu, en vient à l'*éclatement*. Son usage absolu est aussi bien son zéro absolu : c'est la nuit, où toutes les vaches idéologiques sont noires. Au moment où, dans la confusion la plus totale, les bureaucrates se combattent au nom du même dogme, et dénoncent partout « les bourgeois abrités derrière le

drapeau rouge », la *double pensée* s'est elle-même dédoublée. C'est la fin joyeuse des mensonges idéologiques, leur mise à mort dans le ridicule. Ce n'est pas la Chine, c'est notre monde qui a produit ce ridicule. Nous avions dit dans le numéro de l'*I.S.* paru en août 1961 qu'il deviendrait « à tous les niveaux, de plus en plus péniblement ridicule, jusqu'au moment de sa reconstruction révolutionnaire complète ». On voit ce qu'il en est. La nouvelle époque de la critique prolétarienne saura qu'elle n'a plus rien à ménager qui soit à elle, et que tout confort idéologique existant lui aura été arraché dans la honte et l'épouvante. En découvrant qu'elle est dépossédée des faux biens de son monde mensonger, elle doit comprendre qu'elle est la négation déterminée de la totalité de la société mondiale ; et elle le saura aussi en Chine. C'est la dislocation mondiale de l'*Internationale bureaucratique* qui se reproduit en ce moment à l'échelle chinoise, dans la fragmentation du pouvoir en provinces indépendantes. Ainsi, la Chine retrouve son passé, qui lui repose les tâches révolutionnaires réelles du mouvement vaincu autrefois. Le moment où, paraît-il, « Mao recommence en 1967 ce qu'il faisait en 1927 » (*Le Monde* du 17-2-67) est aussi le moment où, pour la première fois depuis 1927, l'intervention des masses ouvrières et paysannes a déferlé sur tout le pays. Aussi difficiles que soient la prise de conscience et la mise en œuvre de leurs objectifs autonomes, quelque chose est mort dans la domination totale que subissaient les travailleurs chinois. Le *Mandat du Ciel prolétarien* est épuisé.

Ce texte, publié en brochure le 16 août, est repris ici sans modification. Les informations plus récentes ont seulement confirmé l'ampleur des troubles.

**Tous les textes publiés dans
« INTERNATIONALE SITUATIONNISTE »
peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés
même sans indication d'origine.**